



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juin 2002

Volume 1, Numéro 4

LIGNE DE FOND _____ 1

Comité Du Commerce Et Du Développement: Les Dispositions Relatives Au Traitement Spécial Et Différencié A L'Ordre Du Jour _____ 1

« Farm Bill » : Le Retour En Force Des Subventions Américaines Suscite Une Vive Polémique A L'OMC __ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 4

Groupe De Négociation Sur Les Règles: Un Nouvel Appel A La Réduction Des Subventions Aux Pêcheries _____ 4

Conseil Des ADPIC : « Bataille De Procédures » Pour Etablir L'Ordre DU Jour De La Réunion De Juin _____ 6

Distribution Des Documents De L'OMC: Les Membres Révisent Le Projet De Décision Sur Les Procédures De Circulation _____ 7

SUR LE FIL _____ 8

L'Espace CEDEAO Sera Le Cadre De Mise En Application Du NEPAD En Afrique De L'Ouest _____ 8

Le Sommet Des Chefs D'Etat Du COMESA: Des Engagements En Faveur Du Commerce Et De L'Agriculture _____ 9

AGOA : La Cote D'Ivoire Eligible _____ 10

EVENEMENTS _____ 11

PUBLICATIONS _____ 12

LIGNE DE FOND

Comité Du Commerce Et Du Développement: Les Dispositions Relatives Au Traitement Spécial Et Différencié A L'Ordre Du Jour

Dans le paragraphe 44 de la Déclaration de Doha, les gouvernements Membres avaient convenu que toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devraient être réexaminées en vue de les renforcer et de les rendre plus précises. Plus concrètement, la déclaration (conjointement avec la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre) prescrit au Comité du commerce et du développement d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont impératives, et d'examiner les conséquences de la conversion des dispositions actuellement non contraignantes en dispositions impératives. Aux termes de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, le Comité doit faire des recommandations au Conseil général avant juillet 2002.

Après leurs deux premières sessions de l'année 2002, tenues les 5 mars et 9 avril derniers, les membres du Comité du commerce et du développement (CCD) se sont retrouvés pour une troisième session spéciale le 16 mai. Les travaux étaient basés sur une série de directives émanant de l'Ambassadeur Ransford Smith de la Jamaïque sur des thèmes tels que l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP), les textiles, les obstacles techniques au commerce, les investissements, les Accords antidumping (article XI du GATT 94) et le Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

Les membres sont restés profondément divisés sur la portée du réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (S&D). La plupart des délégués des pays en développement doutent de l'attachement des pays de l'OCDE au réexamen alors que, officieusement, nombre de ces derniers sont déçus de ce qu'ils perçoivent comme une tentative visant à créer une OMC à « deux vitesses », accroissant leurs obligations tout en offrant aux pays en développement un ensemble de règles moins lourdes.

Réexamen ou négociation de fond ?

La question s'est de nouveau posée lors de la session spéciale du 16 mai. Les pays du Quad (Canada, Union européenne, Japon et Etats-Unis) ont en effet réitéré leur point de vue selon lequel le réexamen du traitement spécial et différencié n'était pas une « négociation » et se sont opposés à la mise en circulation des propositions d'amendement sous le code NC, désignant les négociations commerciales. La Chine, l'Inde, le Kenya, la Malaisie et le Pakistan ont rétorqué qu'ils considéraient effectivement le réexamen comme une négociation visant à modifier certains Accords de l'OMC. En dépit de ce désaccord, après une réunion informelle du 27 mai, le Secrétariat a été chargé de republier toutes les communications relatives au réexamen sous un code de document différent.

Rendre obligatoire le transfert de technologie pour les nouvelles mesures SPS

Malgré ces divergences, les membres du CCD ont finalement accepté de procéder à un examen accord par accord des dispositions en cause. Ils se sont penchés, entre autres, sur une nouvelle communication déposée conjointement par 12 membres de l'OMC à savoir Cuba, la République dominicaine, l'Egypte, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, Maurice, le Pakistan, le Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe, qui ont proposé l'établissement d'un lien direct entre le respect des mesures sanitaires et phytosanitaires/normes techniques et le transfert de technologie pour aider les pays en développement

à se mettre en conformité avec les nouvelles réglementations.

L'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) exige actuellement des pays importateurs qu'ils envisagent de fournir une assistance technique aux pays en développement pour leur permettre de « maintenir et d'accroître leurs possibilités d'accès aux marchés » dans les cas où des investissements substantiels seraient nécessaires pour se conformer aux normes du pays importateur (article 9.2). Pour rendre cette disposition opérationnelle, les auteurs ont laissé entendre qu'il fallait remplacer « envisagent de fournir » par « les pays importateurs fournissent » cette assistance. Dans le même ordre d'idée, ils ont proposé de lier l'assistance technologique et le respect des normes techniques pour rendre plus contraignant l'article 12.3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) qui précise que les membres doivent tenir compte des « besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres » dans la préparation des normes techniques.

Les pays industrialisés ont reconnu que de nombreux pays en développement avaient effectivement des difficultés à se conformer aux mesures SPS, mais ont attiré l'attention sur leur droit à des normes SPS élevées, ainsi que sur les énormes répercussions budgétaires qu'impliquerait l'obligation de fournir de l'assistance technique.

Règlement des différends

L'Inde a proposé deux changements à apporter aux dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends:

En premier lieu, elle demande que l'article 4.10 oblige les membres à accorder une attention particulière aux problèmes et intérêts particuliers des pays en développement. Concrètement, un pays développé engagé dans des procédures de règlement des différends avec un pays en développement devrait être tenu d'expliquer comment il a accordé « une attention spéciale » à ces problèmes, et le rapport du groupe spécial qui

s'ensuit devrait également statuer sur la réalisation de cette obligation.

En second lieu, l'article 21.2 devrait obliger l'Organe de règlement des différends (ORD) à accorder une attention particulière aux intérêts des pays en développement dans la mise en œuvre de ses recommandations. Ainsi, les pays en développement devraient avoir jusqu'à 3 ans pour se conformer aux décisions défavorables à leur égard quand celles-ci impliquent des changements dans les « dispositions statutaires » ou les « pratiques anciennes » touchant les restrictions quantitatives et la balance des paiements. Actuellement la « période de temps raisonnable » pour la mise en œuvre des décisions est le plus souvent fixée à 15 mois.

Inversement, dans le cas où un pays développé perdrait un différend contre un pays en développement, le délai de mise en œuvre de 15 mois devrait s'appliquer rigoureusement et tout retard devrait donner droit à des compensations pour le pays en développement lésé.

Autres propositions

Ces même douze pays en développement, plus l'Égypte, ont également présenté une proposition qui confirme le rôle important que jouent les subventions dans les programmes économiques des pays en développement. La formulation actuelle de l'article 27.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires reconnaît que les subventions peuvent jouer un tel rôle. Dans des commentaires initiaux, certains membres ont objecté que toutes les subventions n'étaient pas nécessairement bénéfiques pour le développement.

L'Inde a proposé que l'article 3.5(i) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, qui traite de la délivrance « non automatique » de licences soit amendé pour rendre obligatoire l'attention spéciale aux importateurs de produits originaires des pays en développement ou des PMA. Les États-Unis ont attiré l'attention sur le fait qu'une telle modification aurait des répercussions sur les négociations agricoles ; alors que le Sri Lanka notait que les licences

d'importation allaient de pair avec les restrictions quantitatives, que la plupart des pays auraient déjà dû éliminer progressivement.

Deux autres propositions ont été déposées lors de la réunion même. Elles traitent de questions transversales (Groupe africain) et du traitement spécial et différencié en faveur des PMA (Groupe des PMA). Ce dernier Groupe réitère l'appel des PMA à un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent et propose que l'assistance technique se concentre sur la diversification de leur base d'exportation. En outre, une évaluation devrait être menée sur la participation des PMA au système commercial multilatéral, et le Conseil général devrait tenir des sessions spéciales annuelles sur le sujet. Le Groupe des PMA propose également des changements visant à renforcer le traitement spécial et différencié dans l'Accord sur l'agriculture, les subventions et les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC).

« Farm Bill » : Le Retour En Force Des Subventions Américaines Suscite Une Vive Polémique A L'OMC

La loi agricole américaine (farm bill) qui a opposé le Sénat et la Chambre des représentants américains a finalement été approuvée le 2 mai dernier. Cette loi qui a reçu le soutien du président Bush augmente massivement les subventions publiques américaines et porte à 175 milliards de dollars sur dix ans le total des aides fédérales à l'agriculture, soit une augmentation de 73,5 milliards par rapport au programme précédent. Il s'agit là, selon les observateurs, d'un revirement de taille car il y a dix ans, la loi « freedom to farm » avait été votée pour parvenir à une élimination de toutes les subventions à l'agriculture.

La nouvelle loi intègre, sous la forme de trois types d'aides, des subventions exceptionnelles qui étaient accordées jusque là en cas de catastrophe climatique ou de crise grave : un paiement fixe, forfaitaire, indépendant des prix du marché, et qui devrait être relevé ; des aides aux pratiques

respectueuses de l'environnement qui devraient également être doublées et un système de filet de sécurité qui correspond à une aide calculée en fonction de la différence entre un prix d'objectif et le prix du marché.

Aux termes de l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC, certaines subventions américaines ne doivent pas dépasser le plafond de 19,1 milliards de dollars par année. Mais, même si la nouvelle loi autorise au département de l'agriculture de modifier ces subventions pour éviter qu'elles n'excèdent les montants permis, elle n'a pas manqué de susciter, dès son approbation, un tollé unanime de la part des partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le Canada, l'Australie, l'Union européenne et des membres du groupe de Cairns se sont ouvertement opposés à l'initiative américaine arguant qu'elle est hautement protectionniste et qu'elle bénéficie essentiellement aux riches producteurs de blé, de maïs, de coton et de riz des USA. En effet, avec cette loi, un producteur américain est assuré de recevoir 150 dollars la tonne de blé ou 110 dollars la tonne de maïs quelle que soit la quantité produite.

Le gouvernement australien avait ainsi accusé les USA de non-conformité de leur politique avec les engagements souscrits au niveau de l'OMC et avait envisagé de taxer tous les produits agricoles américains subventionnés qui entreraient sur son territoire. Quant au commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, il a déclaré qu'il regrettait énormément cette initiative américaine qui « est en contradiction flagrante avec ce qui a été discuté à Doha ». Le Canada a aussi défendu la même position et son ministre fédéral de l'agriculture a fait savoir que son pays pourrait s'allier à d'autres pour combattre la législation américaine.

Pour tous ces pays, la loi américaine va dans une direction qui va déboucher sur des distorsions graves aux règles multilatérales et contient des éléments d'aide qui sont en réalité des soutiens cachés à l'exportation. Cette situation désavantage au plus haut point les pays en développement et plus particulièrement les PMA dans la mesure où

leurs produits, tels que le coton ou le riz, perdent en compétitivité face aux produits américains. En outre, ces soutiens vont permettre aux agriculteurs américains de vendre leurs produits à des prix qui défient toute concurrence, y compris dans les pays en développement.

Alors que les USA sont encore sous le feu de la critique du fait de la loi sur les subventions, ils se sont distingués lors d'une réunion informelle tenue les 3 et 4 juin derniers au Comité de l'agriculture. Ils ont en effet proposé l'élimination en cinq ans des subventions aux exportations agricoles, à partir de 2005, dans le cadre des négociations agricoles en cours. La proposition américaine stipule que les réductions devraient s'effectuer par tranches annuelles de niveau égal, sur cinq ans, après la fin des négociations du cycle commercial de Doha.

L'élimination de ces subventions est une vieille revendication de 18 pays exportateurs agricoles du groupe de Cairns. A Doha, les USA avaient appuyé la demande de ces pays mais c'est la première fois que l'administration américaine fait une proposition aussi précise.

NOUVELLES DE L'OMC

Groupe De Négociation Sur Les Règles: Un Nouvel Appel A La Réduction Des Subventions Aux Pêcheries

Le groupe de négociations sur les règles de l'OMC a tenu sa seconde réunion formelle le 6 mai dernier. A cette occasion, les membres ont centré leurs débats sur une proposition conjointe déposée par la Nouvelle Zélande et d'autres pays exportateurs de poisson, qui met en relief les dommages que les subventions aux pêcheries causent à l'environnement et aux efforts de développement. Le 7 mai, le Groupe a débattu d'une série de communications déposées par des membres et portant sur différentes questions

relatives à aux règles antidumping et aux subventions générales.

Le Groupe de négociation sur les règles de l'OMC a été établi en novembre dernier, pour couvrir les négociations lancées à Doha sur l'Accord antidumping, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, ainsi que les règles relatives aux accords commerciaux régionaux, afin de clarifier et d'améliorer les disciplines et procédures respectives (paragraphe 28 et 29 de la Déclaration de Doha). Le paragraphe 28 fait une mention spéciale des « disciplines de l'OMC concernant les subventions aux pêcheries », qui sont également mentionnées dans le mandat de négociations sur le commerce et l'environnement (para. 31). En outre, le para. 28 prévoit que les négociations sur les règles prendront en compte les besoins et les intérêts spéciaux des pays en développement.

Les subventions comme obstacles à la production et aux échanges

Un groupe de pays qui se fait appeler « Friends of Fish » - Australie, Chili, Equateur, Islande, Nouvelle Zélande, Pérou, Philippines et Etats-Unis - a déposé une communication lors de la réunion sur les règles visant à « fournir une orientation dès le début des discussions » sur les subventions aux pêcheries (document de l'OMC TN/RL/W/3, pouvant être consultée à : http://docsonline.wto.org/gen_search.asp).

Spécifiant que les transferts étatiques au secteur des pêcheries étaient en train de stimuler la « course au poisson », la communication affirme que la surcapacité et les distorsions des échanges découlant des subventions aux pêcheries « entrave le développement durable de nombreux pays ayant des ressources halieutiques importantes ».

Le groupe de pays a également rappelé le fait que les subventions aux pêcheries, contrairement à la production subventionnée dans d'autres secteurs, a non seulement des effets de distorsion sur la compétitivité des opérateurs mais aussi l'accès aux stocks de poisson. Comme autre conséquence négative, la concurrence des flottes de pêche de

haute mer subventionnées freinerait les pays en développement dans l'établissement de leurs propres secteurs des pêcheries.

Si la Norvège, la Barbade, le Mexique, la Malaisie et la Thaïlande ont fortement appuyé la proposition des « Friends of Fish », le Japon et la Corée, en revanche, l'ont rejeté avec force et ont fait observer que l'OMC n'était pas l'enceinte appropriée pour aborder la question des pêcheries. L'UE a quant à elle attiré l'attention des membres sur la nécessité de voir dans quelle mesure les questions posées peuvent réellement être traitées au niveau des subventions. Finalement, le Canada s'est opposé à une approche sectorielle qui, selon lui, pourrait fragmenter l'Accord sur les subventions. La question des pêcheries est actuellement débattue dans le Groupe, sous le thème « subventions » générales.

Subventions générales et antidumping

Le 7 mai, les membres ont démarré les travaux sur les questions liées aux subventions générales et à l'antidumping. Dans sa présentation (TN/RL/W/4), l'Inde a abordé la question de savoir comment réévaluer certains seuils fixés dans l'Accord sur les subventions et l'Accord antidumping, pour mieux protéger les pays en développement contre le recours excessif aux mesures compensatoires et antidumping. Le Japon et le Chili, au nom de 13 pays (Brésil, Colombie, Costa Rica, Israël, Corée, Mexique, Norvège, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie et Chine de Hong Kong), ont déposé une communication (TN/RL/W/6) présentant une liste de 12 questions devant faire l'objet de « clarification et d'amélioration ». Le Brésil a présenté une communication (TN/RL/W/7) appelant à un traitement spécial en faveur des pays en développement dans le domaine des mesures compensatoires. Dans une communication distincte (TN/RL/W/5), le Brésil a également suggéré des moyens de renforcer les dispositions concernant les subventions et les mesures compensatoires sur les crédits à l'exportation qu'il estimait « manifestement insuffisants en termes de couverture ». Le Canada quant à lui a présenté une communication (TN/RL/W/1) sur l'amélioration des disciplines en matière de règles commerciales.

Les Etats-Unis, plutôt sur la défensive, ont pour leur part mis l'accent sur la nécessité de maintenir des disciplines effectives concernant les pratiques commerciales inévitables. L'on se rappelle que selon le rapport de l'OMC sur les enquêtes antidumping menées entre le 1er juillet et le 31 décembre 2001, qui a été publié le 22 avril par le secrétariat de l'OMC, l'Inde, les Etats-Unis et l'Argentine étaient les trois principaux utilisateurs de mesures commerciales correctives avec respectivement 51, 35 et 16 enquêtes ouvertes.

Intégration régionale

Dans sa session du 8 mai, le Groupe de négociation sur les règles a débattu, d'une proposition australienne (TN/RL/W/2, pouvant être consultée à : http://www.wto.org/english/info_e/search_e.htm), sur les accords commerciaux régionaux. Cette proposition a été accueillie par de nombreux membres comme un bon point de départ pour les négociations - requises au paragraphe 29 de la Déclaration de Doha - visant à clarifier et à améliorer les disciplines et procédures de l'OMC s'appliquant aux accords commerciaux régionaux. Dans sa communication, l'Australie a déclaré que les gouvernements qui se tournaient davantage vers des accords bilatéraux et plurilatéraux constituaient une menace pour le système commercial multilatéral. La communication propose de tenir séparément des pourparlers sur les questions de procédure et les questions systémiques. Dans leurs commentaires sur la communication australienne, les membres ont fait part de la nécessité de faire des accords commerciaux régionaux un complément du multilatéralisme, et non son substitut. Il a en outre été demandé au Secrétariat de l'OMC de mettre à jour sa communication sur les accords commerciaux régionaux d'ici la prochaine réunion du Groupe de négociation sur les règles des 8-10 juillet.

Conseil Des ADPIC : « Bataille De Procédures » Pour Etablir L'Ordre DU Jour De La Réunion De Juin

A un peu plus d'un mois de la prochaine session du Conseil des ADPIC prévue du 25 au 27 juin 2002, les Membres se sont retrouvés le 17 mai pour discuter et adopter ce qui sera l'ordre du jour de leur prochaine session de négociations. Durant cette session informelle que d'aucuns ont qualifié de « réunion de procédures », les membres ont réitéré leur engagement à poursuivre les négociations sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et spiritueux.

Débat sur les faveurs accordées aux PMA dans le domaine de la santé

Sur les questions liées à la santé, les membres ont débattu de la prorogation pour les pays les moins avancés (PMA), accordée dans le paragraphe 7 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, qui permet aux PMA de différer la protection conférée par les brevets aux produits pharmaceutiques au moins jusqu'en 2016. Pendant la réunion, la question s'est posée de savoir si l'extension exemptait également les PMA de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC, qui exigent des membres qu'ils donnent aux inventeurs les moyens de déposer des demandes de brevet, ainsi que des droits de commercialisation exclusifs pour les produits agréés alors que la protection par les brevets n'est pas mise en œuvre. Les PMA ont soutenu que la Déclaration de Doha les exemptait également de ces obligations alors que de nombreux pays développés, y compris les Etats-Unis, soutenaient le contraire. Les membres ont demandé au Secrétariat de compiler l'information générale sur cette question.

Les délégués ont également abordé le paragraphe 6 de la Déclaration de Doha, qui avait profondément divisé le Conseil des ADPIC lors de sa dernière réunion, mais n'ont pas entrepris de discussions importantes (voir PASSERELLES, Synthèse

mensuelle sur le commerce et le développement durable Vol 1 No 2, avril 2002). La Suisse a demandé au Secrétariat de rassembler l'information sur la portée de la protection par les brevets et sur la capacité de production. La question sera reprise lors de la réunion de juin du conseil des ADPIC. Selon une source des milieux du commerce, les pays en développement sont actuellement en train de travailler sur une proposition relative à cette question. Le paragraphe VI donne instruction aux membres de trouver une « solution rapide » aux problèmes que les membres ayant des capacités de production insuffisantes ou inexistantes dans le secteur pharmaceutique pourraient rencontrer dans le recours effectif aux licences obligatoires.

Des divergences sur la question des observateurs

Alors que les membres avaient convenu d'accorder un statut d'observateur ad hoc à des organisations comme l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) et le Conseil de coopération du Golf (CCG), les Etats-Unis ont continué de s'opposer à l'octroi du statut d'observateur au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), en faisant valoir que la CDB n'avait pas d'intérêt majeur dans les questions relatives aux ADPIC. L'UE, le Pérou, le Brésil et l'Inde ont toutefois attiré l'attention sur le fait que le Secrétariat de la CDB devait avoir un statut d'observateur étant donné que le mandat de Doha donne explicitement instruction au Conseil des ADPIC d'examiner les relations entre les ADPIC et la CDB. Le Chili et la Hongrie ont appelé à une solution pratique, suggérant que le Secrétariat de la CDB pourrait avoir un statut d'« invité » plutôt que celui d'observateur.

Concernant le statut d'observateur à la session spéciale (de négociation) du Conseil des ADPIC, le Président Eduardo Pérez Motta (Mexique) a proposé d'accorder aux organisations qui jouissent actuellement du statut d'observateur au Conseil des ADPIC un statut d'observateur ad hoc pour les sessions spéciales jusqu'à ce que le Comité des négociations commerciales décide de cette question. L'Égypte a toutefois préféré que le Conseil attende la décision du Comité des

négociations commerciales alors que l'Inde demandait davantage de temps pour examiner la proposition. La question est restée non résolue.

Distribution Des Documents De L'OMC: Les Membres Révisent Le Projet De Décision Sur Les Procédures De Circulation

A l'occasion de la réunion du Conseil général du 13 au 15 mai dernier, le président a soumis à l'examen des membres un projet de décisions concernant les procédures de mise en circulation et en distribution générale des documents de l'OMC (WT/GC/W/464/Rev.1). Ce document est le fruit d'un certain nombre de consultations informelles menées par le président depuis la réunion du Conseil général de février, ainsi que les consultations informelles ouvertes à tous qui ont eues lieu le 1er mai. Compte tenu des avis positifs qui ont été exprimés lors des consultations du 1er mai, le président a affirmé qu'il espérait que les membres seront en mesure de prendre des décisions sur la base du projet de texte qu'il leur a soumis.

Les membres ont décidé qu'à compter de l'adoption du projet de décisions soumis par le président, tous les documents de l'OMC feront l'objet d'une distribution non restreinte. Concrètement, cela signifie que tout membre pourra présenter un document en tant que document à mettre en distribution restreinte, lequel sera automatiquement mis en distribution générale après qu'il aura été examiné par l'organe pertinent ou 60 jours après. Les compte rendus de réunions (procès verbaux, les rapports et les notes), les documents se rapportant à la modification ou la renégociation des concessions ou des engagements spécifiques et les documents se rapportant aux groupes de travail des accessions feront l'objet d'une distribution restreinte, suivie d'une distribution générale dans les 45 jours pour les premiers et dès que les rapports des groupes de travail auront été adoptés pour les seconds.

Concernant le problème de la traduction des documents de l'OMC, le conseil a rappelé et insisté sur une vieille demande de certains membres, les PMA notamment, pour que les documents soumis, ainsi que les compte rendus soient traduits dans les meilleurs délais dans les trois langues officiels de l' OMC. Une fois cette traduction achevée, le conseil a décidé que tous les documents qui ne font pas l'objet d'une distribution restreinte soient mis sur le site Web de l'OMC afin de faciliter leur diffusion.

Selon le Conseil général, la présente décision abroge sa note du 18 juillet 1996 sur les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC telle qu'elle figure dans le document WT/L/160/Rev.1. Cette dernière restera cependant en vigueur pour les documents publiés avant la date d'adoption de la décision du 15 mai.

SUR LE FIL

L'Espace CEDEAO Sera Le Cadre De Mise En Application Du NEPAD En Afrique De L'Ouest

Réunis le 16 mai 2002 à Yamoussoukro en Cote d'Ivoire, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont décidé d'ériger l'organisation régionale en cadre physique et institutionnel de la mise en application du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en Afrique de l'Ouest.

Les cinq chefs d'Etat et de gouvernement présents à cette rencontre, dont le Sénégalais Abdoulaye Wade et le Nigérian Obassandjo, deux des principaux initiateurs du NEPAD, ont en effet pris l'engagement de doter l'organisation régionale de moyens financiers et d'instruments politiques et institutionnels afin de la rendre capable d'assumer la coordination des différents programmes de mise

en œuvre du NEPAD. Concrètement, il s'agit de créer au sein du secrétariat exécutif de la CEDEAO une cellule de suivi et de gestion des axes stratégiques contenus dans l'initiative africaine. La volonté d'harmonisation des politiques et des programmes nationaux et régionaux devra être matérialisée par l'engagement pris par les chefs d'Etat de mettre sur pied un fond de garantie des investissements qui sera géré par la banque d'investissement et de développement de la CEDEAO.

Fort de cette nouvelle et importante compétence qui renforce la place et le rôle de la CEDEAO dans le champ des organisations régionales et continentales, le sommet de Yamoussoukro a appelé à des « actions concertées » dans le domaine de l'agriculture, de l'accès aux marchés et de la diversification. A cette fin, la CEDEAO s'appuiera sur les autres structures régionales déjà existantes et plus spécifiquement sur un comité chargé d'élaborer un plan d'actions pour l'harmonisation des différents cadres législatifs et réglementaires dans un délai d'un an.

Après le choix de la CEDEAO comme cadre institutionnel devant abriter les futures négociations des Accords de partenariat économiques entre l'Union européenne et les pays ACP et l'accord obtenu le 12 avril dernier à Freetown sur le nom de la future monnaie régionale qui, selon le Conseil de convergence, est prévue en 2004, le sommet de Yamoussoukro vient de poser un nouveau jalon dans le processus de création d'un marché économique et d'une entité politique cohérents et harmonisés. Pourtant, en dépit de cet élargissement des compétences de l'organisation régionale, la CEDEAO a encore beaucoup de mal à faire converger les différentes politiques nationales afin d'atteindre ses objectifs d'intégration à moyen terme. Pris individuellement, la plupart des pays membres ne parviennent pas encore à se conformer aux critères de convergence macroéconomiques. En dehors des pays membres de l'UEMOA, l'engagement à harmoniser les dispositifs législatifs et le cadre des échanges en perspective d'une union douanière tarde à se concrétiser.

Sources :

« La CEDEAO, cadre institutionnel du NEPAD décident les chefs d'Etat » AFP, 21-05-02

Le Sommet Des Chefs D'Etat Du COMESA: Des Engagements En Faveur Du Commerce Et De L'Agriculture

Les chefs d'Etat et de gouvernement de neuf pays africains membres du COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) se sont réunis les 23 et 24 mai à Addis Abeba, en Ethiopie, pour le septième Sommet des Chefs d'Etat. Le thème du sommet était « la promotion du commerce et de l'investissement » dans la Zone de libre-échange de neuf pays du COMESA. Parmi les sujets au menu des discussions figuraient, entre autres, la création d'un fonds destiné à compenser les pertes résultant de la participation au bloc commercial, les préoccupations en matière de sécurité alimentaire, la paix dans la région, ainsi que l'élargissement de la zone de libre-échange (ZLE).

La zone de libre-échange a été lancée en octobre 2000, avec la participation de neuf Etats du COMESA : Djibouti, Egypte, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Soudan, Zambie et Zimbabwe. La communauté plus large des 20 Membres du COMESA comprend également l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, l'Erythrée, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, le Swaziland et l'Union des Comores. Bien que n'étant pas encore membres de la Zone de libre-échange, ces derniers pays ont entre eux des arrangements commerciaux préférentiels et sont en train de réduire progressivement les droits de douane sur les marchandises produites à l'intérieur du bloc.

Les Etats membres visent à faire évoluer la zone de libre échange du COMESA en union douanière d'ici 2004 et en union monétaire d'ici 2025 qui regrouperait tous les 20 Membres.

Stimuler le commerce et l'investissement

Le commerce et l'investissement étaient au cœur des travaux du sommet. Parmi les résolutions adoptées à l'issue du sommet, une porte clairement sur la volonté des membres de redynamiser le commerce dans la ZLE et traduit leur engagement à accroître le volume des échanges ainsi que l'investissement. A cette fin, les membres ont décidé de mettre sur pied un fond destiné à compenser les pertes de recettes découlant de leur participation à la zone de libre-échange. On s'attend également à ce que le fonds, avec l'assistance du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), aide à stimuler les investissements du secteur privé dans les infrastructures.

En outre, les Membres ont appelé à accélérer les consultations en vue de la mise en œuvre du protocole sur la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre et des services.

Assurer la sécurité alimentaire

La coopération dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a figuré au premier plan de l'ordre du jour du sommet. Dans l'espoir de donner une impulsion à la production agricole dans la région, les dirigeants ont débattu des mécanismes visant à promouvoir les projets d'irrigation à grande échelle, réduire la dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale, et encourager la spécialisation régionale. Mettant en parallèle les énormes déficits alimentaires entraînés par la sécheresse dans certains pays du COMESA situés au Sud, aux excédents dans certains pays se trouvant à l'Est, Mwencha a ajouté « [nous] devrions développer des régimes qui permettent la libre circulation des produits alimentaires dans la région, et pas seulement quand nous avons des problèmes. »

Dans ce contexte, le renforcement des réseaux de transport a également été identifié comme une priorité - car près des trois-quarts du trafic de marchandises dans le COMESA se fait par la route.

Elargir la ZLE et adopter une position commune face aux partenaires extérieurs

Le sommet a également tenté d'attirer davantage de Membres dans la zone de libre-échange. En dépit de ces efforts, seuls les cinq Etats du Burundi, du Rwanda, de la République démocratique du Congo, de la Namibie et du Swaziland, se sont engagés à adhérer avant janvier 2004. Si les dirigeants africains reconnaissent que le commerce intra-régional entre les neuf pays de la zone de libre-échange, d'un montant de 370 millions de dollars, s'est amélioré en raison de l'établissement de la zone de libre-échange, ils notent toutefois que certains Membres hésitent à y adhérer parce qu'ils craignent la domination de leurs voisins.

Une autre question qui entrave l'élargissement, et la croissance en général, est la complexité des règles d'origine. Le Secrétaire général Mwencha a fait observer que le principal obstacle retardant la mise en œuvre de la zone de libre-échange était les questions des 'règles d'origine' et le recours par certains Membres à de telles dispositions pour bloquer ou retarder les importations. Ce point est en train d'être examiné, afin de permettre la mise en place de la même procédure d'administration de ces règles.

Concernant la question d'une position commune dans les négociations avec les partenaires multilatéraux, le COMESA avait convenu, avec d'autres groupements régionaux tels que la SADC (Southern African Development Community), d'adopter une approche commune dans les négociations à l'OMC, avec l'Union européenne et les Etats-Unis, dans le cadre de l'AGOA - Africa Growth and Opportunity Act - (aux termes duquel les pays remplissant les conditions peuvent exporter vers les Etats-Unis, en franchise de droits et de quotas des produits, notamment textiles faits de fil américains, ainsi qu'une quantité limitée de vêtements faits à partir de textiles fabriqués dans le pays en question).

Sources:

« communiqué final du 7eme sommet des chefs d'Etat du COMESA », AllAfrica, 30-05-02 Bridges weekly, vol 6, number 20, 28 may 2002

AGOA : La Côte D'Ivoire Eligible

Le 24 mai 2002, la Côte d'Ivoire a rejoint les 35 pays africains bénéficiaires des avantages commerciaux offerts par la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA). Cette décision signée par le président Bush et rendue publique le 21 mai 2002 assouplit les conditions d'accès au marché américain pour les produits ivoiriens. Elle lui offre, à l'instar des autres pays éligibles, la possibilité d'exporter sur le marché américain en franchise de droits de douane et sans contingentement. D'un autre côté, la loi sécurise les opérateurs américains intéressés par le marché ivoirien en leur garantissant un environnement économique fiable et propice aux affaires.

Selon le directeur de la principale agence ivoirienne de promotion des investissements, l'APEX-CI, la mise en œuvre de l'AGOA devrait provoquer un choc positif sur l'économie du fait de ses effets induits qui entraîneront l'élargissement de la base économique et industrielle nationale sous le coup d'une profonde récession depuis quelques années. Le slogan « Côte d'Ivoire is back » mis en avant par le président ivoirien pour traduire sa volonté de repositionnement économique sur l'échiquier sous-régional, à la suite de la série de crises politiques et économiques qui a fortement ébranlé son leadership dans l'espace de l'UEMOA, trouve à travers l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'AGOA sa première forme de matérialisation.

Si le retard de l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'AGOA peut s'expliquer plus généralement par des raisons de non conformité politique avec les exigences et les critères établis par la loi américaine, c'est plus spécifiquement le différent commercial opposant depuis longtemps Wireless

Communication Technology (WCT), actionnaire à 20% dans l'entreprise américaine Cora de Comstar et l'ivoirienne G.A Holding qui en a été la raison la plus immédiate. En effet, le gouvernement américain avait non seulement apporté son soutien explicite à WCT, mais avait aussi subordonné l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'AGOA au règlement juste de ce différent commercial dans lequel la justice ivoirienne avait été impliquée. Cette crise a trouvé son dénouement le 26 avril dernier à Bruxelles par la signature d'un accord financier obtenu à l'amiable, soit un mois avant la signature par l'administration américaine de l'acte l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'AGOA.

Sources :

« La côte d'Ivoire éligible à L'AGOA », AllAfrica, 24-05-02 « La Côte d'Ivoire reconnaissante aux autorités américaines », Notre Voie, 27-05-02.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

13 et 21 juin, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises, session régulière
24 juin, OMC, Genève, Organe de règlement des différents, session régulière
25 - 27 juin, OMC, Genève, Conseil des ADPIC
28 juin, OMC, Genève : Agriculture, session spéciale consacrée aux subventions à l'exportation et aux restrictions
30 juin, OMC, Genève : Services : délai de référence pour les soumissions initiales des demandes concernant les engagements spécifiques.

8-10 juillet, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles de l'OMC, session spéciale sur les subventions et les mesures compensatoires.

11-12 juillet, OMC, Genève, Groupe de négociations sur l'accès aux marchés sur les modalités d'organisation des négociations.

23-26 juillet, OMC, Genève, Conseil du commerce dans les services, session spéciale.

Evènement d'ailleurs

14-15 juin, Genève, Suisse « De Rio à Johannesburg : une réflexion sur les fondements institutionnels du commerce mondial ». Colloque organisé par l'Institut universitaire d'études du développement de Genève (IUED). Dix ans après la conférence de Rio, le bilan de l'application des décisions prises à la conférence des nations-unies sur l'environnement et le développement est loin d'être à la hauteur des principes adoptés et des engagements pris. L'objet de ce colloque est de s'interroger sur les raisons de ces « promesses non tenues ». Contact : Catherine Minetti: E-mail: catherine.minetti@iued.unige.ch; tél: +41(0)22-906.59.43, Fax: +41(0)22-906.59.47 Voir aussi <http://www.johannesburg2002.ch>

16-20 juin, Adelboden, Suisse, : conférence internationale sur l'agriculture durable et le développement rural dans les régions de montagne. Pour information : <http://www.sard.m2002.ch>

17-18 juin, Washington, séminaire UEMOA-USA sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Contact : commission de l'UEMOA. Tél : (00226) 31 88 73 à 76. Internet: <http://www.uemoa.int>

21-22 juin, Maastricht, Pays-Bas : L'OMC en 2001, un nouveau départ. Contact : M. Ruggero Lala, Tél : (31-0-20) 620 02 25 Internet : <http://www.amsu.edu/courses/law>

26-27 juin, Canada. Sommet du G8. Cette réunion au sommet des 8 pays les plus industrialisés de la planète sera consacrée à trois priorités : le renforcement de la croissance économique mondiale, le soutien au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et la lutte contre le terrorisme. Pour plus d'informations : Ministère canadien des affaires étrangères. Bureau

de coordination du sommet du G8. Internet:
<http://www.g8.gc.ca>

14-19 juillet, Genève, Suisse, Forum mondial de la société civile. Contact : WCSF, Fax : (41 22) 959 8851, e-mail : forum@mandint.org

16-19 juillet, Fiji, 3ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ACP. Thème : « solidarité dans un monde globalisé ». Pour plus d'informations: <http://www.acpsec.org> ; Contact : fijisummit@acpsec.org

26-31 juillet, Johannesburg, Afrique du Sud : Forum ACP et ACP/UE sur la recherche pour le développement durable. Pour plus d'informations : <http://www.acpsec.org>

PUBLICATIONS

Vous trouverez sous cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse e-mail: taoufik@enda.sn

En français :

Nouveau site web : un nouveau site internet entièrement consacré aux futures négociations UE/ACP est créé. Il est accessible sur : www.epawatch.net. Pour plus d'informations, adressez vous à : info@epawatch.net

POUR L'OUVERTURE DES MARCHES DE SERVICE: L'ACCORD GENERAL SUR LE COMMERCE, Avril 2002, 112 pages. Cette étude a un triple objectif. Premièrement, rappeler les raisons économiques qui sous-tendent la réforme des secteurs de services. Deuxièmement, répondre aux préoccupations suscitées par les effets de l'AGCS en expliquant le fonctionnement de l'accord, les obligations auxquelles souscrivent les membres de l'OMC et les options qui s'ouvrent à

eux dans ce contexte. Troisièmement, mettre en lumière quelques-uns des principaux enjeux du Cycle actuel de négociations au titre de l'AGCS, en attirant particulièrement l'attention sur les intérêts et les préoccupations des pays en développement et en rappelant les possibilités qu'offre l'AGCS pour jeter les bases d'une réforme des marchés de services propre à favoriser le développement.

MANUEL D'EVALUATION DE LA BIODIVERSITE. GUIDE À L'INTENTION DES DECIDEURS, Avril 2002, 180 pages. Ce manuel décrit les types de valeurs généralement associées à la biodiversité. Si la nécessité de privilégier les valeurs économiques par rapport aux autres valeurs culturelles, traditionnelles et spirituelles, souffre des exceptions, l'évaluation économique a de solides fondements théoriques qui peuvent aider à clarifier les arbitrages implicites dans les décisions des pouvoirs publics. Le manuel reconnaît aussi les limites de l'approche économique et il examine comment, en définitive, concilier les valeurs économiques et non économiques.

STATISTIQUES MENSUELLES DU COMMERCE INTERNATIONAL, Mars volume 2002, 3. Cette source fiable et à jour de statistiques sur le commerce international des pays de l'OCDE dresse un tableau précis des tendances les plus récentes des structures d'échange entre pays Membres avec le reste du monde. Les données sont ventilées par grands groupes économiques, par pays et par régions et comprennent des séries corrigées des variations saisonnières ainsi que des indices. Les séries présentées couvrent les huit derniers mois, les quatre derniers trimestres et les deux dernières années pour lesquels les statistiques sont disponibles. Disponible en version papier et/ou en livre électronique (PDF) sur la Librairie en ligne de l'OCDE (vendu par abonnement seulement) <http://www1.oecd.org/scripts/publications/bookshop/redirect.asp?pub=SUB-3201> 3P1 et aussi Disponible en ligne (format PDF) sur SourceOECD (pour les établissements qui sont abonnés) <http://www.sourceoecd.org>

JACQUES BERTHELOT, " L'agriculture comme talon d'Achille de la mondialisation : clé pour un accord agricole solidaire à l'OMC ", Paris, Harmattan, 2001. mots-clés : Agriculture, Développement durable, Commerce international, OMC, Sécurité alimentaire.

JACQUES GRINEVALD, " Rio +10 ou Stockholm +30 ? ". Contribution au symposium sur le thème " Croissance du commerce mondial et développement durable sont ils conciliables ? " Genève, 2001. Mots-clés : Développement durable, Environnement, Ecologie

En anglais

FROM URUGUAY TO DOHA: AGRICULTURAL TRADE NEGOTIATIONS AT THE WORLD TRADE ORGANIZATION.

Mars 2002, par Thomas C. Beierle, publié par "Ressources pour le futur". Ce papier examine les négociations en cours à l'OMC sur le commerce et l'agriculture, avec un accent particulier sur la question de la relation entre la libéralisation économique et la croissance et la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Pour télécharger ce document, visitez le site : http://www.rff.org/disc_papers/PDF_files/0213.pdf

"ECONOMIC GROWTH AND GREENHOUSE GAS EMISSION " par Alberto Ansuategi and Marta Escapa, in ECOLOGICAL ECONOMICS, 2002

"IMPLICATIONS OF WTO NEGOTIATIONS FOR BIODIVERSITY" par les "Amis de Terre International", 2002. Cette publication traite des grandes lignes des accords obtenus lors de la dernière conférence ministérielle de Doha de Novembre 2001 et leur implication pour la diversité biologique. A voir à : <http://www.foei.org/publications/biodiversity/index.html>.

"THE WTO, AGRICULTURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT". Edité par Heinrich Wohlmeyer et Theodor Quendler, Publication du Greenleaf, Avril 2002. Le but de cette publication est d'identifier les forces et

faiblesses de la libéralisation du commerce mondial en particulier dans le secteur agricole et de rechercher les impacts négatifs des accords de l'OMC sur la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire. Document disponible sur : <http://www.greenleaf-publishing.com>, ou contacter : Samantha Self, Greenleaf , tel. (44) 114 282 3475; fax: 282 3476; email: sales@greenleaf-publishing.com

WORLD TRADE REVIEW, cette nouvelle revue de l'OMC est une initiative conjointe de l'OMC et de Cambridge University Press. Y sont publiés des articles, préalablement soumis à des spécialistes, qui contribuent au débat public sur le système commercial multilatéral. Pour plus d'informations sur la publication World Trade Review, prière de contacter M. Jean-Guy Carrier à l'OMC (téléphone: +41 22 739 5439). Ou aller sur : http://www.wto.org/french/news_f/pres02_f/pr284_f.htm

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site Internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDCS)